

Sujet : UNSA communiqué presse projet loi de finances 2019 un budget en trompe l'oeil

De : Hervé PAPIN UNSA <herve.papin@unsa.org>

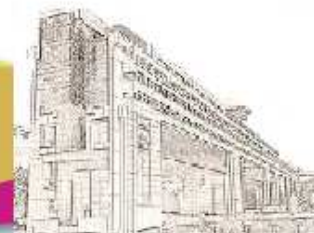
Date : 24/09/2018 19:09

Pour : destinataires inconnus ;

INFOFINANCES LA NOUVELLE NEWSLETTER de la Fédération UNSA Finances



**La lettre d'INFO de
la Fédération
UNSA FINANCES**
Industrie et Serv. Premier Ministre



6 Rue Louise Weiss Bat Condorcet Télédoc 322 75703 Paris Cedex 13/ Tel 01 44 97 30 57
Email : federation-unsa@syndicats.finances.gouv.fr / Site : www.unsa-financesindustrie.org

PLF2019 PROJET DE LOI DE FINANCES 2019

PROJET DE LOI DE FINANCES 2019 : Un budget en trompe l'œil

Le projet de loi de finances (PLF) présenté aujourd'hui prévoit une hausse des dépenses à 390,8 milliards d'euros contre 386,8 milliards d'euros en 2018. Dans le même temps, les recettes baisseront de 291,4 milliards d'euros contre 306,3 milliards l'an passé.

Dans un contexte macro-économique contraint notamment par une croissance limitée, et par la hausse de l'inflation, le gouvernement met en avant, la baisse des prélèvements obligatoires pour les français et la promesse d'un gain de pouvoir d'achat.

Dans la réalité des chiffres, ce sont les entreprises qui semblent sortir à nouveau gagnantes de ce PLF avec près de 20 milliards d'euros de réductions de charges notamment via la transformation du CICE en baisse de cotisations sur les salaires (entre 1 et 2,5 SMIC).

Pour les ménages, 6 milliards d'euros de baisse sont annoncés (une somme déjà contestée par l'OFCE) grâce, principalement, au dégrèvement de la taxe d'habitation, à la bascule de cotisations de la CSG et à la défiscalisation des heures supplémentaires dont on peut craindre par ailleurs l'effet négatif sur l'emploi. Pour l'UNSA, ce déséquilibre en faveur des entreprises est préoccupant alors que les efforts budgétaires consentis par la nation depuis plusieurs années au bénéfice de celles-ci n'ont, à ce jour, pas produit d'effet probant sur les créations d'emploi.

Dans le même temps, la baisse annoncée de la fiscalité des ménages est remise en cause concrètement par la hausse des taxes sur les carburants, la désindexation et la moindre revalorisation de plusieurs allocations à dimension sociale comme l'APL. Qu'en sera-t-il également

demain avec la réforme de l'assurance chômage et les projets de dégressivité des allocations ?

L'UNSA déplore également que les retraités soient devenus aujourd'hui la variable d'ajustement budgétaire avec pour l'écrasante majorité d'entre eux, une chute significative de leurs revenus entamée en 2018 et confirmée dans le projet de budget 2019.

Alors que le gouvernement espère contenir le déficit budgétaire à 2,8 % du PIB en 2019, l'UNSA est très préoccupée par la politique du rabet appliquée aux services publics de notre pays.

Les diminutions de postes et de crédits dans des ministères aux missions importantes comme l'éducation nationale, **les finances** ou le travail-emploi ne peuvent à terme que menacer des politiques publiques essentielles pour nos concitoyens. De plus, l'UNSA regrette qu'aucune mesure salariale ne soit prévue, pour les fonctionnaires, dans ce budget après deux années de gel du point d'indice.

Au total, les choix budgétaires apparaissent très discutables au regard des besoins de notre pays et de sa cohésion sociale. C'est pourquoi, l'UNSA et ses syndicats utiliseront le débat budgétaire pour interpeller le gouvernement et la représentation nationale.



Élections professionnelles

Vote électronique du 29 novembre au 6 décembre 2018